

Bundesversammlung

Assemblée fédérale

Assemblea federale

Assamblea federala



CRaha 04-31 Demande concernant Bell Josef

Décision de la Commission de réhabilitation du 21 septembre 2004

1. La Commission de réhabilitation de l'Assemblée fédérale constate que le jugement pénal la Préfecture du district de Unterrheintal du 12 septembre 1938 à l'encontre de Josef Bell a été annulé en date du 1er janvier 2004, en application de la loi fédérale du 20 juin 2003 sur l'annulation des jugements pénaux prononcés contre des personnes qui, à l'époque du nazisme, ont aidé des victimes des persécutions à fuir.
2. Cette constatation sera publiée de manière appropriée.
3. Il est statué sans frais.

Au nom de la commission
La présidente :

Françoise Saudan



Considérations:

1. Josef Bell, né le 30 juillet 1910, décédé en octobre 1994, fils d'Alois et de Maria, née Köppel, de Widnau et domicilié à l'époque en ce lieu, ainsi qu'un autre passeur ont montré le 21 août 1938 à quatre fugitifs juifs, le chemin à suivre de l'Autriche jusqu'en Suisse.

Le 12 septembre 1938, la Préfecture du district de Unterrheintal a jugé Josef Bell coupable d'avoir violé la loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE ; RS 142.20) et l'a condamné à une amende de CHF 100.-

2. En vertu de l'art. 7, al. 2, let. b, de la loi fédérale du 20 juin 2003 sur l'annulation des jugements pénaux prononcés contre des personnes qui, à l'époque du nazisme, ont aidé des victimes des persécutions à fuir (ci-après la loi ; RS 371), la Fondation Paul Grüninger dépose aujourd'hui une demande visant à faire constater que la loi précitée a annulé, avec effet au 1^{er} janvier 2004, le jugement rendu le 12 septembre 1938 par la Préfecture du district de Unterrheintal à l'encontre de Josef Bell.

3. La loi a pour effet d'annuler tous les jugements pénaux prononcés contre des personnes qui, à l'époque du nazisme, ont aidé des victimes des persécutions à fuir et de les réhabiliter de plein droit (art. 1 à 4). Elle dispose en outre que la Commission des grâces de l'Assemblée fédérale, agissant en tant que commission de réhabilitation, constate, sur requête, si un jugement pénal déterminé est visé par l'annulation générale et abstraite de tous les jugements rendus pour aide aux fugitifs (art. 6, al. 1; Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national du 29 octobre 2002, FF 2002 7239, ch. 3).

Il n'appartient en revanche pas à l'autorité de céans de réhabiliter une nouvelle fois les personnes ayant prêté assistance aux fugitifs.

4. L'annulation de tous les jugements pénaux prononcés contre des personnes ayant aidé des fugitifs a été décidée parce que, dans l'optique actuelle, ces condamnations sont ressenties comme une violation grave du sentiment de justice. Il convient donc de prendre en compte le développement et les changements de conception intervenus depuis lors, en particulier l'évolution en matière de droits de l'homme.

Selon l'art. 4 de la loi, sont réhabilitées toutes les personnes condamnées pour aide à la fuite au profit des réfugiés persécutés par le régime nazi. Il s'agit d'une réhabilitation morale qui doit être distinguée de la réhabilitation au sens des art. 77 ss du code pénal du 21 décembre 1937 (annulation des peines accessoires; CP; RS 311.0). Contrairement aux réhabilitations antérieures, celles-ci ne résultent désormais plus exclusivement d'une déclaration du Conseil fédéral, mais de la loi elle-même.

5. L'annulation des jugements pénaux a un effet rétroactif (ex tunc) en tant que ces jugements ne pourraient être rendus conformément au droit du point de vue actuel. L'annulation n'intervient toutefois pas de manière rétroactive (ex nunc) dans la mesure où il ne serait pas possible de revenir, de par leur nature, sur certaines conséquences juridiques de ces jugements.



C'est en ce sens que l'art. 13 de la loi précise que la décision en constatation portant sur l'annulation des jugements pénaux n'ouvre aucun droit à des dommages-intérêts ni à une indemnité pour tort moral.

6. La demande a été déposée dans les délais (art. 8). En vertu de l'art. 7, al. 2, let. b, de la loi, la Fondation Paul Grüninger a qualité pour déposer une telle demande ; il ne résulte pas du dossier que cette dernière a été présentée contre la volonté de Josef Bell, respectivement de ses proches (art. 7 al. 3).

7. Le 12 septembre 1938, la Préfecture du district de Unterrheintal a jugé Josef Bell coupable d'avoir violé la LSEE et l'a condamné à une amende de CHF 100.- Il y a dès lors lieu de constater que ce jugement a été annulé par la loi.

8. Le dispositif de la décision est publié de manière appropriée ; la publication est subordonnée au consentement du requérant (art. 11, al. 2).

La Commission de réhabilitation communique ses décisions en constatation sur sa page Internet et par des communiqués de presse. S'il existe des indices que la personne concernée ou ses proches ne seraient pas d'accord avec une publication complète de la décision, cette dernière est publiée de manière anonyme.

Comme la requérante a donné son accord pour une publication et que des descendants de Josef Bell sont favorables à une publication complète de la présente décision, cette dernière est publiée de manière intégrale.

La procédure devant la Commission de réhabilitation est gratuite (art. 12). La loi ne prévoit pas l'octroi de dépens.

Les décisions de la Commission de réhabilitation sont sans appel (art. 11, al. 3).